

Perspectives

Qu'est ce qui se cache derrière la baisse de la productivité au Québec?

Un PIB qui croît moins rapidement que l'emploi

La productivité au Québec, comme dans le reste du Canada, n'affiche aucune croissance ces dernières années et a même reculé à la sortie de la pandémie.

Après un vigoureux rebond de l'économie à la levée des restrictions sanitaires, la hausse des taux d'intérêt est venue déprimer la croissance du PIB mais a beaucoup moins ralenti la croissance de l'emploi. Les employeurs qui faisaient face depuis plusieurs années à des difficultés de recrutement et de rétention semblent, dans plusieurs cas, avoir fait le choix de rayer des offres d'emplois non comblées avant de mettre à pied leurs employés. Si bien que l'emploi a augmenté plus rapidement que l'activité économique depuis un pic atteint en janvier 2021 (graphique 1).

Le PIB par emploi qui est une des mesures de la productivité traduit la capacité du Québec à créer davantage de richesse pour chaque heure de travail, soulagerait notamment les difficultés de recrutement que rencontrent encore de nombreux employeurs. La productivité du Québec dépend de nombreux facteurs, notamment du niveau d'investissement ou des compétences de la main-d'œuvre. Elle dépend également de la composition sectorielle de l'économie soit de la part de ressources — physiques et humaines — allouée à différentes activités économiques. Or, nous avons observé au cours des dernières années des changements dans la distribution de la main-d'œuvre à travers les secteurs économiques.

Déplacement de travailleurs vers le secteur public

Les années de pandémie (2020-2022) ont été marquées par une accélération de la croissance de l'emploi dans le secteur public, qui voyait sa part dans l'emploi croître depuis 2016. Tant et si bien que le secteur public, qui inclut l'administration publique et une majeure partie des services de santé et d'enseignement, comptait 24 % de l'ensemble des emplois au Québec en mars 2024. Ce pourcentage oscillait plutôt autour de 21 % au cours des années prépandémiques.

Un secteur public qui accapare une part de plus en plus grande des ressources humaines peut potentiellement créer un effet d'éviction, attirant les travailleurs hors des secteurs privés à forte productivité. Cela peut limiter la capacité d'une économie à dégager des gains de productivité et à créer de la richesse, puisque les retombées du secteur public sur ces derniers indicateurs sont généralement moindres que celles du secteur privé.

Alors que les besoins en services publics et les coûts sont appelés à augmenter, en particulier dans le domaine de la santé, il faudra indéniablement transformer les façons de faire pour s'assurer d'avoir les travailleurs nécessaires pour fournir les services à la population, tout en évitant un effet d'éviction des ressources humaines hors des secteurs les plus productifs de l'économie.

Perspectives

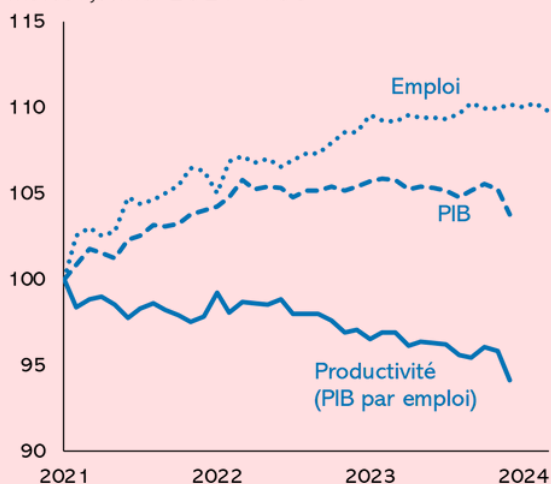
Et vers des secteurs moins productifs

Depuis le premier trimestre de 2021, nous avons également observé un retour des travailleurs vers des secteurs qui avaient perdu un nombre important de leurs effectifs pendant la pandémie, tels que l'hébergement et restauration ou les autres services qui incluent les soins personnels (graphique 2). Or, ces secteurs sont moins productifs que la moyenne québécoise. Ce déplacement de travailleur peut en partie expliquer le recul de la productivité observé depuis.

graphique 01

Emploi, PIB et productivité

Indice : janvier 2021 = 100

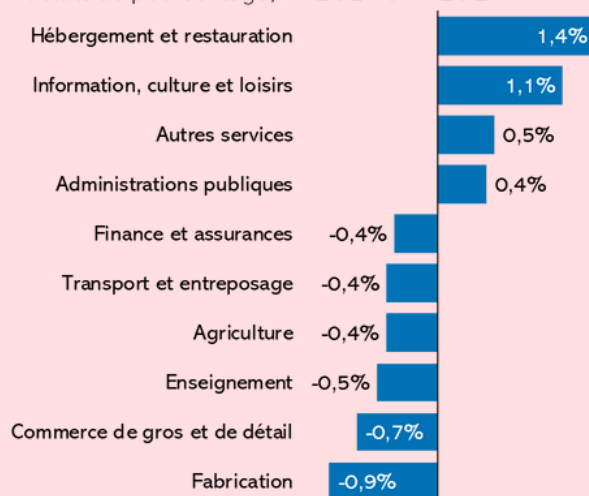


Sources : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01 et Institut de la Statistique du Québec

graphique 02

Variation du poids de l'emploi par secteur

Points de pourcentage, T1 2021 à T1 2024



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0355-01



Les chiffres en bref

Vigueur du marché du travail

- Le taux de chômage est maintenant de 5,0 %. Il était de 4,7 % le mois dernier et de 4,3 % l'an dernier.
- Il y a 18 000 emplois de moins que le mois dernier mais 24 500 de plus qu'il y a un an.
- Il y a 17 000 emplois de moins dans le secteur privé que le mois dernier et 13 700 de moins qu'il y a un an. Le secteur public cependant compte 9 300 emplois de plus que le mois dernier et 47 200 de plus qu'il y a un an.
- Il y a 12 600 chômeurs de plus que le mois dernier et 36 100 de plus qu'il y a un an.
- La population active, soit les personnes à l'emploi ou à la recherche d'un emploi, a diminué de 5 400 depuis un mois. Mais elle est 60 600 plus nombreuse que l'an dernier.

Qualité des emplois

- Il y a 12 600 emplois à temps plein de moins que le mois dernier et 3 700 de moins qu'il y a un an.
- Il y a maintenant 26 600 travailleurs à temps partiel involontaire pour des raisons économiques¹. C'est 2 100 de plus qu'il y a un an.
- Il y a 6 900 emplois de plus dans les secteurs bien rémunérés² depuis le mois dernier et 19 600 de plus depuis un an.
- Les salaires ont augmenté de 4,6 % sur une base annuelle ce mois-ci. Cette croissance était de 3,3 % le mois dernier.

(1) Les travailleurs à temps partiel involontaire pour des raisons économiques sont ceux qui travaillent à temps partiel en raison de la conjoncture économique ou parce qu'ils n'ont pu trouver un travail de 30 heures ou plus par semaine malgré en avoir cherché un.

(2) Les secteurs bien rémunérés sont ceux où le salaire horaire moyen pour l'année 2023 était supérieur à la moyenne québécoise.